Les faux postulats de la guerre d'Ukraine

source : CF2R
https://reseauinternational.net/les-faux-postulats-de-la-guerre-dukraine/

Eric Denécé, patron du CF2R (Centre Français de Recherche sur le Renseignement) met en évidence, dans son éditorial de février 2024, les erreurs d'appréciation ou d'interprétation probablement délibérées, peut être involontaires, faites par les analystes occidentaux qui traitent du conflit ukrainien.

Dominique Delawarde

*

Lorsqu'ils considèrent la guerre d'Ukraine, la plupart des analystes[1] partent, me semble-t-il, de postulats erronés – délibérément ou par méconnaissance – que je crois instillés par les États-Unis et l'Ukraine, et qu'il convient de signaler, car ils sont à l'origine d'une vision qui s'affirme de plus en plus fausse des origines et des réalités de ce conflit et donc de son issue probable.

Il ne s'agit pas, répétons-le une nouvelle fois, de défendre les positions de la Russie, mais de rappeler certains faits et de faire prendre conscience du narratif élaboré par les Américains pour justifier le bien-fondé de cette guerre aussi horrible qu'inutile, et de la désinformation majeure dont nous sommes victimes en Europe, et en particulier en France, depuis maintenant deux années.

Quatre postulats (délibérément) erronés

1. La Russie voulait envahir l'Ukraine

Nous savons aujourd'hui que le corps de bataille russe massé à la frontière ukrainienne début 2022 comptait entre 120 000 et 150 000 hommes selon les sources et que la première vague d'assaut ne comprenait que 60 000 hommes environ. Le simple bon sens voudrait que des analystes sérieux aient eu l'objectivité de reconnaitre qu'il s'agissait bien d'une opération miliaire «spéciale» – qu'ils étaient en droit de dénoncer – au lieu d'abonder dans le sens de la propagande diffusée par Kiev, Londres, Washington et Varsovie s'attachant à faire croire à une invasion menaçant toute l'Europe occidentale. Les effectifs russes engagés étaient clairement ceux d'une action limitée, donc notoirement insuffisants pour une opération d'ampleur contre un «de 603 000 km^2 et de 43 millions d'habitants. Rappelons pour mémoire que lors de leur invasion de l'Irak – 438 000 km^2, 27 millions d'habitants et des forces armées non soutenues par – en 2003[2], les Américains ont engagé une armée de 150 000 hommes

assistée de 45 000 Britanniques et de 70 000 Kurdes[3]. Ce premier postulat ne résiste donc pas à l'analyse militaire élémentaire.

***2.* La Russie disposait d'une armée puissante qui aurait dû balayer les Ukrainiens en quelques semaines. Cela n'a pas eu lieu, ce qui révèle sa médiocrité et celle de ses chefs**

Les forces russes qui ont attaqué l'Ukraine l'ont fait avec un rapport de forces très défavorable de 1 contre 3. Elles ne pouvaient donc submerger ni écraser l'armée ukrainienne, très supérieure en nombre. Leur objectif était de la paralyser et de contraindre Kiev à la négociation.

De plus, on oublie ce que de nombreux experts militaires observaient déjà pendant la Guerre froide et jusqu'au début des années 2000 : les forces soviétiques (malgré leur importance), étaient d'abord des forces préparées pour la défense et non pour les opérations extérieures, à la différence des forces occidentales. Nous savons donc depuis longtemps que la logistique, surtout pour la projection de forces, n'est pas leur point fort, ce qui a été confirmé par les observations de nombreux officiers s'étant rendus en Russie après la dissolution de l'URSS… et par les premières semaines de «*l'Opération militaire spéciale*».

Ces défauts, ne se sont pas améliorés après la chute du mur de Berlin, tant l'armée russe a connu de coupes sombres, tant en matière de budget, de ressources humaines que d'unités. Il a fallu attendre le début des années 2000 pour observer le début d'un redressement. Néanmoins, l'armée russe d'aujourd'hui n'est pas l'Armée rouge d'hier, bien qu'elle en soit l'héritière.

Aussi, nous nous permettons de penser que cette surestimation de la force russe, largement relayée par les médias occidentaux, n'avait pour but que de glorifier la résistance ukrainienne et d'humilier Moscou, dans le but possible de provoquer une fronde contre Poutine et son État-major.

***3.* Les forces russes voulaient prendre Kiev, mais elles ont échoué**

Autre ineptie. Seule une fraction des forces de l'Opération militaire spéciale a été affectée à l'offensive visant la capitale ukrainienne, non dans le but de la conquérir, mais de fixer les forces de Kiev (manœuvre opérative). Il est totalement délirant de croire que les Russes envisageaient de conquérir une agglomération couvrant 12 300 km² – au cœur d'une aire urbaine de28 900 km² –, regroupant au total 4,6 millions d'âmes[4], et encore une fois face à des forces supérieures en nombre et installées sur un territoire qu'elles connaissaient parfaitement. Ceux qui savent les extrêmes difficultés de la guerre urbaine n'ont cessé de dénoncer cette affirmation des Ukrainiens et de leurs mentors occidentaux comme totalement fantaisiste.

À titre de comparaison, il convient de rappeler que pour son opération de nettoyage de la bande de Gaza (360 km^2, 2,6 millions d'habitants), l'armée israélienne a engagé plus de 180 000 hommes, dispose d'un contrôle du ciel total et d'une assistance américaine et britannique en matière de collecte de renseignements et de fourniture de munitions. Néanmoins, quatre mois après le début de son offensive, Tsahal n'est toujours pas parvenu à en prendre le contrôle total alors même que les combattants du Hamas (20 000 hommes) ne sont pas des adversaires comparables à l'armée ukrainienne formée par l'OTAN.

***4.* La résistance héroïque des forces ukrainiennes a surpris le monde comme la Russie et montre la solidité et la détermination de cette nation**

Cette affirmation nous semble relever d'une sous-estimation délibérée de l'armée ukrainienne afin d'atteindre le but psychologique évoqué au point n°2 ci-dessus. Encore une fois, revenons-en aux chiffres. Début 2022, les forces armées ukrainiennes comptaient 250 000 hommes, soit les deuxièmes les plus importantes en volume en Europe orientale, après l'armée russe. Elles étaient de plus complétées par les gardes-frontières (53 000 hommes), la nouvelle Garde nationale d'Ukraine (60 000) et les divers services de sécurité intérieure. Surtout, ces forces avaient bénéficié, depuis 2014 d'une assistance majeure de plusieurs pays de l'OTAN (États-Unis, Royaume-Uni, Canada), en matière de formation et de livraisons d'armes, et recevaient aussi de très nombreux renseignements sur la Russie dont ces pays disposaient[5]. C'étaient donc des forces professionnelles, bien équipées et disposant, pour certaines d'entre elles, d'une expérience du combat pour avoir participé depuis 2014, aux opérations militaires contre les régions autonomistes du Donbass. Rien à voir donc avec «la petite armée» ukrainienne que nous ont vendue l'OTAN et les médias.

Ajoutons à cela que l'armée ukrainienne avait établi, principalement autour du Donbass, de très solides positions défensives, qu'elle combattait sur un terrain qu'elle connaissait, qu'elle était trois fois plus nombreuse que les forces d'attaque russes, et que si celles-ci avaient l'initiative, leur offensive était largement attendue.

Ces quatre postulats – dont l'analyse rapide permet de mesurer qu'ils ne résistent pas aux faits – relèvent donc de la mauvaise foi, si ce n'est d'une désinformation délibérée, afin de fausser la perception du conflit et de décrédibiliser l'adversaire russe, manœuvre en soi de bonne guerre.

À côté de ses fausses affirmations, il convient également de se pencher sur d'autres faits, qui s'ils n'ont pas été déformés par le narratif otano-ukrainien, ont été passés sous silence, car ils contribuent également à éclairer les réalités de ce conflit d'un jour nouveau.

La nécessaire relecture des premiers mois du conflit

5. Depuis 2014, les Américains n'ont eu de cesse de soutenir l'Ukraine et de la pousser à reconquérir le Donbass et la Crimée – qui sont des terres russes – en encourageant son nationalisme et en l'armant, poussant de ce fait les Russes dans leurs retranchements. Washington comme Kiev connaissaient pourtant les multiples avertissements qu'avait lancés Vladimir Poutine à partir de 2007 et ses réactions face à l'avancée agressive de l'OTAN aux marges de la Russie (Géorgie 2008, Ukraine 2014). Américains et Ukrainiens se doutaient bien que les Russes ne resteraient pas sans réagir – tout en espérant peut être le contraire… – et qu'il fallait alors les faire tomber dans un piège : les placer en position d'agresseurs et de violation du droit international. Ils n'ont donc eu de cesse, depuis le milieu de l'année 2021, d'alerter l'opinion internationale sur la menace russe et le risque de guerre (qu'ils étaient en train de provoquer) dès qu'ils ont observé que Moscou massait ses troupes à la frontière ukrainienne et s'y livrait à des exercices militaires.

Il est finalement possible de considérer que les deux adversaires ont «bluffé» : les Américains et les Ukrainiens en pensant que les Russes ne réagiraient pas ; et Moscou estimant sans doute qu'en massant ses forces à la frontière, Washington et Kiev renonceraient. Mais aucune de ces deux manœuvres n'a fonctionné et elles ont irrémédiablement conduit à la guerre.

6. Ukrainiens et Américains savaient parfaitement qu'en lançant l'opération de reconquête du Donbass le 17 février 2022, Moscou interviendrait en soutien des populations russophones menacées. Leur objectif était alors d'amener l'armée russe à buter sur les nombreuses

fortifications érigées depuis 7 ans à dans le sud-est du pays et à leurs nombreux moyens antichars, afin de lui infliger une défaite. Mais les Russes ne sont pas tombés dans ce piège.

7. Il n'est pas imaginable que Washington et Kiev aient décidé cette provocation contre la Russie sans que l'armée ukrainienne soit prête à résister et ait pris des dispositions défensives solides. Encore une fois, la – légitime – résistance ukrainienne n'est pas surprenante et s'est donc paradoxalement révélée moins performante que prévu, les Russes ayant pu fixer une partie des forces autour de Kiev et occuper très rapidement plus de 30% du territoire.

8. Le retrait des forces russes de la région de Kiev, fin mars 2022, n'est pas lié à un échec militaire – bien qu'elles y aient rencontré une farouche résistance ayant contrarié leur progression – mais à une concession de Moscou dans le cadre des négociations d'Istanbul[6], comme l'a confirmé Poutine lors de son interview accordée à Tucker Carlson. Certains continuent de nier ce fait, mais sans aucun argument, car les forces russes se sont retirées en bon ordre… avant que les Ukrainiens, sous l'influence de Boris Johnson, ne décident de mettre un terme à des négociations en passe d'aboutir !

9. Tout cela ne veut pas dire que les Russes n'aient pas commis d'erreurs. Il y a eu sans aucun doute de mauvaises estimations initiales de l'adversité, due à des rivalités entre services de renseignement. Dans un article récent[7], Andrei Kozovoï, professeur à l'université de Lille, évoque le fait que seules trois personnes, en dehors de Poutine lui-même, auraient été au courant du projet d'invasion décidé lors du Conseil de sécurité du 21 février : le ministre de la Défense, Sergueï Choïgou ; le secrétaire du Conseil, Nikolaï Patrouchev ; et le directeur du FSB, Alexandre Bortnikov. Les autres membres de cette instance – dont Sergeï Lavrov, ministre des Affaires étrangères, Mikhaïl Michoustine, Premier ministre et Sergueï Narychkine, le chef du SVR – auraient été, eux, favorables à la poursuite du processus diplomatique.

Par ailleurs Andrei Kozovoï rappelle justement que depuis l'arrivée de Poutine à la présidence en 2022, le FSB n'a cessé de prendre l'ascendant sur les autres services de renseignement, le SVR, mais aussi le GRU (Direction du renseignement militaire). Le premier s'étant déconsidéré aux yeux de Poutine à la suite de l'arrestation, en 2010 aux États-Unis, d'une dizaine d'illégaux par le FBI ; le second en raison du fiasco de l'empoisonnement de Skripal, à Londres, en 2018. Le FSB se serait de facto retrouvé en position de force dans l'élaboration du processus décisionnel, pesant de tout son poids en faveur d'une intervention militaire en Ukraine.

La décision de lancer l'opération militaire spéciale – certainement envisagée de longue date, mais non planifiée aussi en détail qu'elle aurait dû l'être – semble ainsi avoir été prise dans l'urgence. Une fois celle-ci engagée, comme tous les militaires le savent, un plan d'opération ne résiste jamais à plus de trois jours de guerre et les forces russes ont été confrontées à une plus forte adversité que ce qu'elles escomptaient, ce qui leur a coûté cher.

Le cinquième (nouveau) faux postulat

10. Il existe un réel risque de guerre avec la Russie d'ici 5 à 8 ans et les Occidentaux doivent s'y préparer

Depuis la fin de l'année 2023, en raison de l'échec de la contre-offensive ukrainienne et des difficultés d'approvisionnement en armes, un nouveau narratif est produit par l'OTAN : celui d'un risque de guerre avec la Russie à l'horizon de 5 à 8 ans. Ainsi se succèdent les déclarations alarmistes des principaux responsables politiques et militaires des pays de l'OTAN, dans une campagne savamment orchestrée.

– En décembre 2023, les principaux collaborateurs du président Joe Biden déclarent au Congrès que si les parlementaires ne votent pas rapidement pas une aide militaire supplémentaire à l'Ukraine, la Russie pourrait gagner la guerre en quelques mois, voire quelques semaines. Mais les Républicains continuent à ce jour de s'opposer à une nouvelle aide de 61 milliards de dollars à Kiev.

– Puis, le 7 janvier, à l'occasion de leur séminaire annuel sur la défense, des membres du gouvernement suédois et des haut-gradés de l'armée déclarent que le pays doit se préparer à une guerre avec la Russie.

– Le 16 janvier, le journal allemand *Bild* publie un document «confidentiel» de l'État-major allemand montrant que celui-ci envisage sérieusement une attaque russe et décrivant comment il se prépare à y faire face.

– Le 21 janvier, l'amiral néerlandais, Rob Bauer, président du Comité militaire de l'OTAN déclare que l'Alliance n'exclut pas une guerre avec la Russie : «*Nous nous préparons à un conflit*» annonce-t-il.

– Le 21 janvier toujours, le ministre allemand de la Défense, Boris Pistorius, met en garde contre le risque d'une guerre dans un entretien diffusé par la chaine télévisée ZDF, affirmant que «*même si une attaque russe ne paraît pas probable pour l'instant, nos experts s'attendent dans cinq à huit ans à une période au cours de laquelle cela pourrait être possible*».

– Le 24 janvier, le général Sir Patrick Sanders, chef de la *British Army* estime, dans une interview au *Guardian,* que la société britannique doit se préparer à l'éventualité d'une guerre.

– Le 5 février, dans un entretien paru dans le tabloïd *Super Express*, le ministre de la Défense polonais, Wladyslaw Kosiniak-Kamysz, déclare ne pas exclure une guerre imminente avec la Russie.

– Enfin, le 9 février Le ministre danois de la Défense, Troels Lund Poulsen, affirme, dans une interview au quotidien*Jyllands-Posten,* que la Russie est capable de passer rapidement à l'offensive et que le Danemark doit être prêt à ce scénario.

Tous déclarent que face à la menace, les budgets de défense et les achats d'armement doivent être augmentés sans attendre[8]. Évidemment, on ne s'interroge guère quant à savoir à qui profite cette manœuvre politico-médiatique[9]

Or, indépendamment du fait que Vladimir Poutine ait été très clair sur ce point lors de son interview avec Tucker Carlson[10], les réalités démographiques et militaires montrent que cette hypothèse est totalement irréaliste et relève, une nouvelle fois, de la propagande, dans le but de maintenir à tout prix la cohésion de l'OTAN, qui commence à se fissurer, et surtout de faire peur aux opinions publiques qui voient bien quelle vont être l'issue de la guerre et les conséquences économiques déplorables qu'elle a engendrées pour elles.

Population

Russie	145 millions d'habitants[11]
Union européenne	449 millions (soit 3 fois la Russie)
Europe avec Royaume-Uni et Norvège	521 millions (soit 3,5 fois la Russie)

États-Unis	333 millions (soit 2,2 fois la Russie)
OTAN	956 millions (soit 6,6 fois la Russie)

Budget de défense[12]

Russie	86,4 milliards de dollars
États-Unis	877 milliards *(soit 10 fois la Russie)*
France + Allemagne + Royaume Uni	53,6 + 55,8 + 68,5 = 177,9 milliards *(soit 2 fois la Russie)*
OTAN	1 200 milliards d'euros *(soit 14 fois la Russie)*

Effectifs militaires[13]

Russie	1 150 000 hommes[14]
Ukraine	650 000 hommes
Pays d'Europe de l'Est membres de l'OTAN[15]	1 200 000 hommes *(soit l'équivalent de la Russie)*
États-Unis	1 390 000 hommes
Union européenne	1 800 000 hommes *(soit 1,5 fois la Russie)*
OTAN	3 370 000 hommes *(soit 3 fois la Russie)*

Les chiffres et les faits sont têtus et parlent d'eux-mêmes. Et le décalage entre la réalité de terrain et le discours des Occidentaux et des Ukrainiens ne cesse de croître. Nous sommes donc en plein délire politique et en droit de nous demander si ceux qui nous gouvernent – comme ceux qui commentent ce conflit – sont stupides, incompétents, achetés ou irrémédiablement gagnés à l'idéologie néoconservatrice américaine, car ils défendent davantage les intérêts de Washington que ceux de leur propre pays[16] ! La question reste ouverte…

1. Y compris l'excellent Emmanuel Todd – dont le dernier ouvrage («La Défaite de l'Occident», Gallimard, Paris, 2024) est en tout point remarquable – qui s'égare parfois lorsqu'il aborde les questions militaires.
2. Opération lancée en dépit de l'opposition très claire de l'ONU et illégale au regard du droit international.
3. https://fr.wikipedia.org/wiki/Invasion_de_l'Irak_par_les_États-Unis_en_2003
4. Cf. https://www.populationdata.net/pays/ukraine/aires-urbaines. La ville de Kiev stricto sensu couvre 827 km^2 et compte 3 millions d'habitants, une superficie et une population toujours supérieures à Gaza.
5. Eric Schmitt, Julian Barnes & Helen Cooper, «Commando Network Coordinates Flow of Weapons in Ukraine, Officials Say», New York Times, June 25, 2022. Greg Miller and Isabelle Khushudyan, «Ukrainian spies with deep ties to CIA wage shadow war against Russia», The Washington Post, October 23, 2023.

6. Voir à ce sujet mon éditorial n°62, «Quand le brouillard de la guerre commence à se dissiper», février 2023 https://cf2r.org/editorial/quand-le-brouillard-de-la-guerre-commence-a-se-dissiper.
7. Andrei Kozovoï, «Poutine ou l'intoxiqueur intoxiqué» Politique internationale, n°178, Hiver 2023. Cet article, qui apporte des éléments intéressants, se décrédibilise malheureusement par sa grossière orientation anti-Poutine. L'auteur va jusqu'à attribuer la responsabilité de l'assassinat de Daria Dougina au FSB… alors que le SBU ukrainien l'a clairement revendiqué !
8. Seule voix discordante, le chef d'état-major des armées (CEMA) français, le général Thierry Burkhard a déclaré, le 22 janvier, lors d'une conférence à la Sorbonne, que «quelle que soit l'issue de la guerre en Ukraine, la Russie a déjà subi une défaite stratégique. (…) L'armée de terre russe est dans un état critique. Elle ne constitue plus une menace pour l'OTAN» https://www.opex360.com/2024/01/24/pour-le-chef-de-la-british-army-la-societe-britannique-doit-se-preparer-a-leventualite-dune-guerre.
9. En 2023, les exportations d'armes américaines ont augmenté de 56% par rapport à 2022 selon le département d'État américain. C'est essentiellement la guerre en Ukraine qui explique cet accroissement record.
10. Alors que Tucker Carlson, lui demandait s'il pouvait «*imaginer un scénario dans lequel vous envoyez des troupes russes en Pologne*», Vladimir Poutine a répondu : «*Seulement dans un cas de figure, si la Pologne attaque la Russie. Nous n'avons pas d'intérêts en Pologne, en Lettonie ou ailleurs. Pourquoi ferions-nous cela ? Nous n'avons tout simplement aucun intérêt* (…). *Il n'en est pas question*», a-t-il ajouté.
11. https://fr.statista.com/statistiques /565077/population-totale-de-la-russie-2024/
12. Et avec un affaiblissement démographique à compter de 2030 (cf. E. Todd, op. cit. p. 64)
13. https://atlasocio.com/classement-etats-par-effectif-militaire-total-monde.php
14. Il convient de rappeler que la Russie ne peut concentrer toutes ses forces en Europe car elle doit assurer la sécurité de ses frontières et de son immense territoire.
15. https://www.cairn.info/revue-defense-nationale-2023-HS13-page-342.htm
16. Pour les deux derniers, nous proposons deux réponses que nous empruntons à Emmanuel Todd dans son dernier livre :
– «Si les citoyens d'Europe, et notamment de France, ne savent pas où est l'argent de leurs dirigeants, la NSA, elle, le sait et sait que ces dirigeants le savent. En toute honnêteté, je ne puis vraiment dire dans quelle mesure les données collectées par la NSA permettent de tenir les élites occidentales ; Je ne sais pas non plus jusqu'à quel degré cette institution peut réellement atteindre des comptabilités privées, ni quelles sont ses capacités de stockage. Mais il suffit que les élites européennes croient en son pouvoir pour se montrer très prudentes dans leurs rapports avec le maître américain» (op. cit., p. 189) ;
– «Notre problème intellectuel, au fond, est que nous aimons l'Amérique. Les Etats-Unis ont été l'un des tombeurs du nazisme ; ils nous ont montré la voie à suivre pour atteindre la prospérité et la décontraction. Pour accepter pleinement l'idée qu'aujourd'hui ils tracent celle qui mène à la pauvreté et à l'atomisation sociale, le concept de nihilisme est indispensable». (op. cit., p. 244).